Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1217

Artikel: Comptabilité nationale : changeons de lunettes
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1015531

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

COMPTABILITÉ NATIONALE

Changeons de lunettes

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur trompeur. Ses variations ne reflètent pas véritablement le niveau de vie d'un pays. Et pourtant, autorités politiques et analystes économiques persistent à s'y référer aveuglément.

RÉFÉRENCE

Rapport du Club de Rome *Compter avec la nature.*

Rapport du WWF *Real Value fot Nature.*

(*jd*) Ce sujet est connu de nos lecteurs, puisque DP l'a abordé à plusieurs reprises déjà. Martelons néanmoins, puisque sur ce thème, les sourds et les aveugles continuent de donner le ton.

Lors d'une récente conférence sur l'environnement organisée à Bruxelles sous les auspices du Parlement européen, de la Commission de l'Union européenne, du Club de Rome et du WWF, la critique s'est à nouveau clairement exprimée.

Prestations invisibles

Ne mesurer la richesse d'une nation qu'au travers des transactions monétaires – des biens et des services échangés contre rémunération –, c'est faire l'impasse sur toute une série de prestations indispensables à la vie d'une société: par exemple le travail ménager ou l'engagement dans des organisations d'intérêt public; c'est aussi comptabiliser positivement des activités économiques résultant d'événements qui ne contribuent en rien au bien-être: ainsi des travaux de réparation des véhicules et des soins médicaux qui découlent des accidents de la circulation; enfin et surtout, c'est ignorer la pratique de l'amortissement, couramment effectuée dès lors qu'il s'agit d'un capital à valeur monétaire, lorsque est en jeu le capital nature entamé par l'activité économique – diminution du stock des ressources naturelles non renouvelables et charges nuisibles sur l'environnement.

Des PIB surévalués

Ainsi, selon une étude de la Banque mondiale, le PIB du Mexique en 1985 aurait été inférieur de 6% si l'on avait tenu compte de la diminution des réserves de pétrole, de la déforestation et du recul des terres cultivables; un PIB inférieur d'encore 13% si la pollution avait été prise en considération.

Si l'on veut prendre au sérieux l'exigence d'un développement durable, il est donc indispensable d'établir et de se mettre d'accord sur un système de comptabilité nationale intégrant l'érosion des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement. Malheureusement, il n'y a pas encore de consensus sur la méthode.

Les plus critiques relèvent qu'il n'est guère possible de mesurer avec précision et de traduire en termes monétaires, par exemple, l'impact du réchauffement de l'atmosphère ou la diminution de l'aire forestière. Mais des deux imprécisions – le PIB qui n'enregistre que les valeurs d'échange et un nouveau produit écosocial qui affecte par estimation des valeurs monétaires à des biens considérés aujourd'hui comme sans valeur économique – laquelle est la plus grave pour l'avenir de la planète?

S'ouvre là un vaste champ pour la négociation et la décision politique. Mais un champ qui ne peut vraiment se concevoir que transnational. ■

CAMBODGE

Mines antipersonnel

(*ag*) Les œuvres d'entraide et les mouvements pacifistes, réunis en conférence internationale pour donner plus de retentissement à la campagne contre la fabrication et l'usage des mines antipersonnel, ont choisi Phnom Penh comme lieu de rencontre. Capitale symbole d'un pays martyr. Qu'on en juge par les chiffres (sous les nombres, la douleur) rapportés par le correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung*.

Le Cambodge compte 40 000 handicapés, le plus souvent amputés, victimes de l'explosion d'une mine: une pour 250 habitants. Depuis 1979, 40 000 autres Cambodgiens ont été tués par cette arme aveugle. Le sol cambodgien recèle encore dix millions de mines, aussi nombreuses que la population totale. Dans ce pays qui vit essentiellement de l'agriculture, le 20% des terres sont rendues inexploitables par les mines.

Le Département d'Etat à Washington estime à 100 millions le nombre des mines antipersonnel enfouies dans quelque 60 pays. Au nombre des plus infectés, après le Cambodge: l'Afghanistan, l'Angola, l'Irak, le Laos.

L'interdiction de cette arme se heurte à deux obstacles. Tout d'abord elle est intégrée dans les moyens ordinaires de défense; elle fait partie de la chaîne des explosifs. Elle ne suscite donc pas la même répulsion que les armes chimiques ou biologiques. Deuxièmement, son coût est celui d'un article de bazar; trois dollars pour les modèles les plus simples, ce qui la rend accessible non seulement aux armées régulières, mais à toutes les bandes, aux factions de guerre civile, aux mouvements terroristes.

On mesurera l'engrenage par ce rapport des coûts. Désamorcer une mine, avec toutes les précautions requises, coûte jusqu'à 1000 dollars. Le rapport durable de nocivité est donc de 1000/3. ■